

## Un débat teinté par la crise forestière

Jancimon Reid  
*Le Monde Forestier*

ORFORD — Perception négative du public et révision du modèle des CAAF ont été soumis au débat organisé en guise de conclusion au récent congrès annuel de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec (OIFQ). Pour se prononcer sur ces deux questions d'actualité, les organisateurs ont fait appel aux invités Denis Brière, Nicole Huybens, Harvey Mead et Marc Beaudoin.

L'ingénieur forestier Jacques Gauvin, qui assume aussi le rôle de directeur de la foresterie au Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ), animait le forum organisé dans l'après-midi du 29 septembre dernier. La première question lancée au débat concernait l'acceptabilité sociale de la gestion forestière. Ainsi, dans l'optique où la population entretient une perception négative de la foresterie, les experts invités se sont demandé ce qu'il était possible de changer dans les façons de faire pour renverser ou à tout le moins atténuer cette perception.

Pour Harvey Mead, fondateur de Nature Québec, il importe surtout de ne pas envisager le problème d'un point de vue forestier. Selon lui, l'augmentation fulgurante de la population québécoise, qui s'est traduite par un phénomène d'urbanisation massive, expliquerait l'ignorance de la situation en forêt.

Le doyen de la Faculté de géomatique de l'Université Laval, Denis Brière, s'est fait nuancé en soulignant que le milieu forestier n'était pas le seul à souffrir de ce genre de difficultés. En ce sens, il a rappelé le désintéressement des jeunes envers la science. «Il y a de grands défis pour changer la perception et on a besoin de tout le monde pour changer», a-t-il résumé en guise d'introduction. Pour sa part, Nicole Huybens, professeure au Département des sciences fondamentales à l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), a insisté sur le lien symbolique que plusieurs entretiennent avec la forêt. «En plus du lien forêt-communauté, il y a le lien homme-forêt. Tous mes contes d'enfance se déroulent dans la forêt, qui est souvent perçue comme un lieu magique et poétique.» La prise en compte de cet élément permettrait selon elle de mieux comprendre la réaction du public à l'endroit des travaux en forêt.

Le directeur général du Regroupement des sociétés en aménagement forestier du Québec (RESAM), Marc Beaudoin, s'est quant à lui demandé quels gestes étaient réellement posés pour en arriver à rendre la foresterie acceptable. «Une partie de la solution est au niveau de l'écoute. Dans la forêt privée, on doit

développer un langage pour converser sur la même plate-forme. L'humilité peut nous aider», a-t-il plaidé.

Jean-Guy Rioux, un membre de l'assistance qui est le président de RESAM, a poursuivi dans le même esprit en ajoutant qu'il «faut aller voir les collectivités, les écouter et travailler avec eux autres». De son côté, le congressiste Denis Villeneuve a renchéri en précisant que pour obtenir un niveau convenable d'acceptabilité sociale, il fallait que les *leaders* d'opinion disent tous la même chose. «Il faut qu'il y ait un consensus entre les divers intervenants.»

Un commentaire sur lequel Nicole Huybens a souhaité apporter quelques nuances. «Je suis contre la dictature de l'harmonie, a-t-elle tranché. Si on veut l'acceptabilité sociale, c'est avec tous les acteurs qu'on va l'obtenir. Chaque acteur doit s'enrichir du point de vue de l'autre et le dialogue avec tout le monde va influencer les pratiques.»

Marc Beaudoin a poursuivi en mentionnant que les attentes envers la gestion forestière avaient changé avec le temps. Du même coup, cette modification du regard sur la foresterie implique l'apparition de nouvelles pratiques. «Il faut changer nos approches, écouter ce que les gens ont à nous dire et examiner ce qui sous-tend leur discours. Il faut penser à changer nos pratiques et on a les moyens de produire autre chose que de la matière ligneuse. Il faut élargir nos horizons; les solutions ne sont pas si compliquées.»

### **Le paradoxe des médias**

Si l'image de la foresterie québécoise est devenue aussi alambiquée avec le temps, c'est sans contredit à cause de ce que le public y perçoit à travers les médias. En revanche, les ingénieurs forestiers sentent de plus en plus l'importance de se servir de ce médium pour redorer leur blason. «Est-ce qu'on est présents assez dans les médias?, a lancé François Baril. Il n'y a pas eu une seule réaction de l'OIFQ après les propos de Frank Dottori... Je crois qu'on a énormément de travail à faire en communication.» Jocelyn Lessard, directeur général de la Fédération québécoise des coopératives forestières (FQCF), a quant à lui demandé comment les *leaders* allaient pouvoir aider les acteurs du milieu à construire un discours plus positif. «Nos stratégies de communication sont très improductives», a-t-il remarqué.

Pour Denis Brière, les problèmes d'image ne s'observent qu'en forêt publique «justement parce qu'elle est publique, a-t-il souligné. Je pense qu'on l'a oublié. On n'est pas habitués à s'adresser au public.»

L'animateur du débat, Jacques Gauvin, s'est permis un commentaire en signalant que même si les choses vont bien dans certaines régions, on entend quand même parler de la gestion forestière de façon négative dans les journaux. Ce à quoi un membre de l'assistance a répondu qu'il faudrait donc montrer aux gens ce que le film de Richard Desjardins a permis de changer.

Pour Harvey Mead, toutefois, il n'est pas nécessairement obligatoire de réagir aux critiques. «L'industrie a fait une erreur sérieuse en répliquant à Richard Desjardins avec son petit film. Ne vous occupez pas tant que ça des problèmes de communication», a-t-il suggéré.

En ce sens, Marc Beaudoin estime que le rôle de gardien du patrimoine forestier rattaché au métier d'ingénieur forestier a été rempli à maintes reprises dans l'histoire et qu'il ne l'a malheureusement pas été à d'autres moments. «On a échoué et on a réussi des fois. Si on veut gagner la confiance du public, il faut proposer quelque chose. Il ne faut pas juste se défendre. C'est complexe, la foresterie et c'est pourquoi c'est normal de se planter des fois.»

Nicole Huybens a renchéri pour mentionner qu'à l'évidence les interventions forestières n'avaient pas encore engendré de catastrophes. Elle s'est ensuite montrée philosophe en partageant ses idées au sujet des vertus de la communication. «Je suis convaincue qu'il n'y a rien de plus important qu'un échange de dialogues, a-t-elle proclamé. Écouter n'empêche pas de dire. Dans un pays démocratique, il faut prendre la parole le plus souvent possible. Il vous faut absolument parler de votre point de vue même s'il est discrédité. Et chaque acteur a un droit de réponse.»

Visiblement désabusé par le monde du journalisme, l'animateur Jacques Gauvin a conclu ce premier bloc de discussions en présentant un petit exposé reflétant la relation à tout le moins tendue qu'il entretient avec les médias. «Le problème, c'est qu'il y a un filtre: les journalistes. Dès qu'on leur donne trop d'explications, on les perd. Ce n'est pas de leur faute; ils ne sont pas ingénieurs forestiers. Mais n'empêche que c'est toujours la phrase simple et meurtrière qui se retrouve dans les médias. En plus ils ont la critique facile.»

### **Abandonner les CAAF?**

Dans un deuxième temps, les congressistes ont été amenés à réfléchir (rapidement compte tenu d'un dépassement de temps dans l'horaire du congrès) sur les options possibles pour remplacer les modèles de gestion en forêt publique et privée. Ce qui a principalement monopolisé les échanges, c'est la pertinence de perpétuer le système des contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier (CAAF).

D'emblée, Marc Beaudoin s'est dit en faveur de l'abolition des CAAF dans la mesure où les acteurs cherchent des solutions alternatives. «Il faut aussi donner de la place pour créer des choses différentes», a-t-il précisé en soulignant que l'exercice permettrait à coup sûr de rapprocher les forces vives du milieu.

Denis Brière a pour sa part relevé le fait que les CAAF ont surtout joué un rôle régional dans le modèle forestier québécois. Selon lui, le problème réside dans le fait que les usines qui dépendent de ce modèle ne sont plus compétitives sur

le marché mondial. Selon lui, il est important de refondre un régime qui prend en compte l'ensemble des ressources sur le territoire.

Si les CAAF ont été une bonne idée au moment de leur création, peut-être ont-ils par contre fait leur temps, a plaidé à son tour Denis Villeneuve, venu prendre le micro. «C'est le principe du loup dans la bergerie. Quoiqu'on fasse, la perception sera toujours comme ça. Ça veut dire que c'est l'industrie qui décide ce qu'on fait en forêt. On est dû pour revoir le système des CAAF.»

Pour Jocelyn Lessard, de la FQCF, le système actuel de gestion est plus essoufflé que jamais. De plus, parmi les limitations qu'il offre, il a également l'effet pervers de mettre en péril la main-d'œuvre. «On a le modèle parfait pour détruire nos travailleurs, a-t-il relevé. On est vraiment dû pour un peu plus de diversité.»

Le remue-ménage dans le monde forestier tel qu'évoqué pendant le panel par les congressistes a fait dire à Denis Brière que la transformation ne se fera pas sans heurts. «Il y aura des embûches et ça va générer un important débat au niveau des régions. D'après moi, c'est un changement qui sera plus difficile que celui de 1986.»

Nicole Huybens a souligné le fait qu'il importait de prendre une décision quant aux nouveaux modèles de gestion, mais une fois avoir fait une analyse en profondeur des tenants et aboutissants que chaque option implique. «Je me suis demandée pourquoi les scientifiques avaient des perceptions différentes de la forêt boréale... Et j'ai compris que c'était parce qu'il y a du bien dans le mal et du mal dans le bien», a-t-elle illustré.

Le mot de la fin est allé à Marc Beaudoin qui s'est permis un commentaire à saveur motivatrice. «Notre devoir est d'apprendre de ce qu'on a fait, a-t-il insisté. Il faut regagner notre capacité à l'innovation. Il faut se donner les moyens et il faut aussi les demander.»